

COMMUNE DE SAINTE-ADRESSE

NOTE DE PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2019

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la ville.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2019. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours maximum après la date limite de vote du budget. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2019 a été voté le 4 mars 2019 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire présenté le 11 février 2019 en séance de conseil municipal. Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès de l'État du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des traitements des agents de la ville ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

I. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux.

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine notamment), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses taxes et subventions.

Les recettes prévisionnelles de fonctionnement 2019 représentent 5.646.000 euros.

Les recettes de fonctionnement des villes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution. Les montants attribués au titre de la DGF ont par exemple été les suivants ces trois dernières années :

2016 : 708.815 €

2017 : 593.620 €

2018 : 548.834 €

Il existe trois principaux types de recettes pour une ville :

- Les impôts locaux : produits perçus par la ville en 2018 : 2.797.408 €, prévus en 2019 : 2.844.000 €.
- Les dotations versées par l'Etat
- Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population :

Redevances de restauration scolaire pour l'essentiel dont les produits sur les 3 derniers exercices se sont élevés à :

2016 : 214.500 €

2017 : 220.000 €

2018 : 228.105 €

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les traitements du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

A signaler également la montée en puissance des prélèvements opérés par l'Etat au titre du Fonds de Péréquation FPIC : 58 K€ en 2014, 83 K€ en 2015, 129 K€ en 2016, 149K€ en 2017, 148 K€ en 2018..

Les traitements des employés municipaux devraient représenter 52,5 % des dépenses réelles de fonctionnement de la ville.

Les dépenses prévisionnelles réelles de fonctionnement 2019 représentent 5.179.000 euros.

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la Ville à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

b) Les principales dépenses et recettes de la section de fonctionnement pour l'exercice 2019:

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Dépenses courantes	1.614.000 €	Excédent brut reporté	/
Dépenses de personnel	2.720.000 €	Recettes des services	352.000 €
Autres dépenses de gestion courante	680.000 €	Impôts et taxes	4.124.000 €
Dépenses financières (intérêts des emprunts)	25.000 €	Dotations et participations	800.000 €
Dépenses exceptionnelles	5.000 €	Autres recettes de gestion courante	260.000 €
Autres dépenses	135.000 €	Recettes exceptionnelles	4.900 €
Dépenses imprévues	/	Recettes financières	100 €
		Autres recettes	105.000 €
Total dépenses réelles	5.179.000 €	Total recettes réelles	5.646.000 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	170.000 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	/
Virement à la section d'investissement	297.000 €		
Total Général	5.646.000 €	Total général	5.646.000 €

L'épargne réelle obtenue par la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement peut donc être estimée à 467.000 €.

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2019 :

- *concernant les ménages*
 - Taxe d'habitation : 7,75 %
 - Taxe foncière sur le bâti : 14,36 %
 - Taxe foncière sur le non bâti : 58,85 %

Ces taux sont restés inchangés depuis 2002.

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 2.966.000 €.

d) Les dotations de l'Etat

Les dotations attendues de l'Etat devraient s'élever à 644.000 €, montant qui devrait être en

diminution par rapport à 2018.

II. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel.

Le budget d'investissement de la ville regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus.

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté	/	Virement de la section de fonctionnement	/
Remboursement d'emprunts	312.000 €	FCTVA	127.000 €
Travaux de bâtiments	773.000 € (cf annexe 1)	Mise en réserves	/
Travaux d'éclairage public	210.000 €	Cessions d'immobilisations	160.000 €
Autres travaux	592.000 €	Taxe aménagement	23.000 €
Autres dépenses	551.000 € (cf annexe 2)	subventions	300.000 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	12.000 €	Emprunt	1.361.000 €
/	/	Produits (écritures d'ordre entre section)	479.000 €
Total général	2.450.000 €	Total général	2.450.000 €

c) Les principaux projets de l'année 2019 sont les suivants :

- La poursuite de la mise en accessibilité des bâtiments municipaux dans le cadre de l'Agenda d'accessibilité Programmé (ADAP)
- Une seconde tranche d'installation de panneaux photovoltaïques sur le toit du gymnase Tabarly : 140.000 €

- Des travaux permettant l'implantation du centre de loisirs au sein du Groupe Scolaire Antoine Lagarde
- La poursuite des investissements en matière d'éclairage public
- La réfection de la toiture de l'espace culturel Sarah Bernhardt : 110.000 € et du gymnase Tabarly : 110.000 €

d) Les subventions d'investissements prévues :

- Fonds de concours de la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole : 300.000 €

III. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

a) Recettes et dépenses réelles de fonctionnement :

- Dépenses : 5.179.000 €
- Recettes : 5.646.000 €

Recettes et dépenses réelles d'investissement répartis comme suit :

- Dépenses : 2.438.000 €
- Recettes : 1.971.000 €

TOTAL : - Dépenses réelles de Fonctionnement et d'Investissement: 7.617.000 €
 - Recettes réelles de Fonctionnement et d'Investissement : 7.617.000 €

b) Principaux ratios

Informations financières – Ratios	Valeurs communales	Moyennes nationales
Dépenses réelles de fonctionnement /population	677	856
Produit des impositions directes/population	371	478
Recettes réelles de fonctionnement/population	738	1.006
Dépenses d'équipement brut/population	205	265
Encours de dette/population	103	663
DGF/population	66	98
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	52,5 %	55,9 %
Dépenses de fonct. et remboursement de la dette en capital/recettes réelles de fonct.	97 %	91,6%
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonct.	27 %	26,3 %
Encours de la dette/recettes de fonctionnement	14 %	65,8 %

c) Etat de la dette

La dette se caractérise par son niveau très modeste.

En effet, aucun emprunt n'a été contracté depuis 2006 afin de préserver la capacité de la ville à financer les futurs investissements liés à l'aménagement du plateau de la Hève.

Ce choix produit aujourd'hui ses effets puisque l'encours de la dette diminue fortement d'environ 300.000 € par an : Il se chiffrait à :

2.511.000 € en 2014
2.115.000 € en 2015
1.771.000 € en 2016
1.418.000 € en 2017
1.095.000 € en 2018
794.000 € prévus en 2019

L'annuité de la dette devrait se chiffrer à 333.000 € en 2019 (308.000 € de remboursement de capital, 25.000 € d'intérêts).

La capacité de désendettement de la ville qui se calcule en divisant l'encours de la dette par l'épargne brute, s'exprime en nombre d'année ; elle se chiffrait à 0,96 en 2018.

Enfin, la somme de 1.361.000 € inscrite au budget 2019 comme recette de produits d'emprunt, est purement théorique.

Elle correspond au montant nécessaire pour équilibrer la section d'investissement et sera revue à la baisse lors de l'affectation des résultats de l'exercice 2018 au budget 2019.

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à Sainte-Adresse, le 4 mars 2019

Le Maire,



Hubert Dejean de la Bâtie

COMMUNE DE SAINTE-ADRESSE

**NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF
2019**

Tableau des investissements prévus en 2019

Annexe 1

Dépenses :

Travaux de bâtiments : 773.000 € (chapitre 23.13)

Dont :

- Travaux accessibilité	: 60.000 €
- Etablissements scolaires	: 116.000 €
- Equipements sportifs	: 348.000 €
- Bâtiments culturels	: 150.000 €
- autres bâtiments	: 99.000 €

Annexe 2

Autres dépenses : 551.000 € (Chapitre 204)

Participation de la ville aux travaux de réfection des épis réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Département : 108.000 €.

Participation de la ville aux premières dépenses engagées par l'EPFN en vue du réaménagement du site de l'Ecole Nationale de la Marine Marchande : 443.000 €

